



PRÉFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

ARRÊTÉ

**portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

**RD 748 – Sécurisation du carrefour du Bois planté
sur la commune de Juigné-sur-Loire (49)**

LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- Vu la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie en date du 26 juillet 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2012/SGAR/DREAL n°494 en date du 26 décembre 2012 portant délégation de signature à monsieur Hubert FERRY-WILCZEK, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n° F05213P0125 relative à la sécurisation du carrefour du Bois planté sur la commune de Juigné-sur-Loire déposée par le conseil général du Maine-et-Loire et considérée complète le 8 novembre 2013 ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 18 novembre 2013 ;

Considérant que le projet consiste à sécuriser le carrefour du bois planté en construisant un passage inférieur sous la route départementale 748 ainsi que la voirie de rétablissement sous ouvrage d'art et les raccordements aux voies existantes, sur la commune de Juigné-sur-Loire ;

Considérant que le site sur lequel le projet s'implantera se situe en zone tampon du bien inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco «val de Loire entre Sully-sur-Loire et Chalennes » mais que le projet aura un impact limité sur le paysage du fait de sa réalisation en passage inférieur ;

Considérant que le projet prévoit la suppression d'environ 3500 m² de boisements, dont l'intérêt quant à la biodiversité est limité (notamment aucune espèce protégée n'y a été recensée), et que la coupe des arbres est prévue en dehors des périodes de nidification des oiseaux, à savoir entre la mi-août et la fin octobre ;

Considérant qu'il a été noté la présence d'une station d'Ophrys apiféra dans la zone d'étude (environ 10 pieds) mais que le projet en lui-même n'impactera pas cette espèce protégée et que par ailleurs, une protection sera mise en place pendant la phase de travaux ;

Considérant ainsi, qu'au regard des éléments fournis, ce projet n'est pas de nature par son ampleur, son implantation et ses impacts à justifier la production d'une étude d'impact ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de sécurisation du carrefour du Bois Planté sur la route départementale 748 sur la commune de Juigné-sur-Loire est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Cet arrêté sera publié sur le site internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique Connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le 05 DEC. 2013

Le directeur régional



Hubert FERRY-WILCZEK

Délais et voies de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Adresse postale : Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

95055 Paris-La-défense cédex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).